

Silence complice sur Haïti : solitude des morts sans importance

- 2 OCT. 2019 <https://blogs.mediapart.fr/morvan56/blog/021019/silence-complice-sur-haiti-solitude-des-morts-sans-importance>
- BLOG : LE BLOG DE MORVAN56

Rappel des faits Les Haïtiens réclament le départ du président, Jovenel Moïse. À la suite de la protestation dans les rues de Port-au-Prince et des autres villes, on compte les premières victimes. Et rien dans les journaux...

Publié dans l'Huma du 2 octobre 2019 - Lyonel Trouillot **Écrivain et poète haïtien.**

Sans verser dans les théories du complot, il y a quelque chose d'écœurant et d'inquiétant dans le silence de la presse occidentale sur la situation haïtienne.

Depuis plus d'un an, des milliers de citoyens descendent régulièrement dans les rues de la capitale et des principales villes de province pour réclamer la démission du président de la République, indexé par un rapport de la Cour supérieure des comptes dans des affaires de corruption ; la tenue du procès Petrocaribe (disparition de milliards de dollars issus d'un prêt accordé par le Venezuela).

Depuis plus de sept mois, le pays n'a pas de gouvernement légitime, le président et sa majorité parlementaire ne parvenant pas, malgré toutes leurs tentatives en violation flagrante de la Constitution, à installer un premier ministre. La résistance s'y oppose. Gouvernement de facto, sans autorité réelle.

Depuis plus d'un mois l'opposition et la population se voient forcées de recourir à des manifestations et au blocage des activités.

Les hôpitaux, les écoles, les services publics, le commerce, les activités de production déjà faibles, tout est bloqué. Pays lòk. Les réponses à cette situation sont la répression et le silence.

Des militants politiques sont assassinés, le dernier cas en date étant celui de Josemano Victorieux, membre de l'organisation Pitit Desalin, le 27 septembre. Un sénateur proche du président a sorti son arme et tiré sur un journaliste et un citoyen, blessant le premier à la bouche, prétextant une légitime défense non établie par les vidéos.

Le commissaire du gouvernement près le tribunal de la capitale a démissionné en affirmant qu'on lui avait ordonné de « *mater la rue* ». Des véhicules sans immatriculation ou immatriculés police nationale ou service de l'État promènent des hommes encagoulés qui tirent sur les manifestants ou ciblent les militants politiques de l'opposition.

Le président de la République s'enferme dans son mutisme et mène une vie de fugitif. Son cortège se fait caillasser, personne ne sait où il dort. La Conférence épiscopale, organe de l'Église catholique, la Confédération des pasteurs protestants, les professeurs d'université, des

collectifs d'artistes et d'intellectuels, des organisations du monde des affaires, des barreaux, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, des personnalités de la société civile, l'opposition politique, ce sont tous les secteurs organisés de la vie nationale qui demandent au président de « *tirer les conséquences de ses échecs* », plus clairement de démissionner.

Depuis l'opération pays lòk, les activités de tous ordres sont bloquées.

Les cas sont nombreux de personnes qui meurent ou dont la santé est mise en danger par manque de soins médicaux. Citons seulement celui de cette femme sur le point d'accoucher qui décède à l'entrée d'un hôpital ne pouvant la recevoir. On pourrait parler des dialysés, de ceux qui ont besoin de sang, des diabétiques... La majorité des habitants des villes gagnent leur vie au jour le jour et vivaient déjà dans une situation précaire. Cette misère au quotidien n'a fait qu'augmenter. Mais, comme ils le disent à la radio : nous consentons au sacrifice pour en finir avec la corruption et l'impunité.

Aucun secteur organisé de la population ne soutient le président de la République. Il n'aurait l'appui que de quelques ambassades, principalement celle des États-Unis.

Pourquoi et comment la presse occidentale reste-t-elle silencieuse sur la situation haïtienne ?

Est-ce parce que ceux, beaucoup moins nombreux, qui manifestent à Hong Kong sont des « militants prodémocratie » et ceux qui manifestent et se font tirer dessus en Haïti ne le sont pas ?

Est-ce parce que ce qui se passe en Haïti, la révolte populaire et nationale contre un président et un pouvoir (le PHTK), qui, installés après une parodie d'élection légitimée par « la communauté internationale », est la résultante de deux éléments ?

Le premier, et c'est la cause interne, un système politique et une structure sociale produisant trop d'inégalités et donc l'absence de sphère commune de citoyenneté, système et structure poussés à l'extrême par un président et un parti, le PHTK, dont le seul exercice du pouvoir consiste à s'approprier les biens de la nation comme biens personnels, accorder des faveurs à leurs amis du secteur des affaires.

Le deuxième étant que « la communauté internationale » a légitimé et soutenu ses dérives au prétexte du respect de la démocratie formelle.

Quel peuple en Occident accepterait qu'un sénateur sorte son arme et tire sur une foule ?

Quel peuple accepterait que le président de l'Assemblée nationale dise à la radio avoir choisi personnellement la ministre de la Santé en affirmant qu'elle est sa maîtresse, pour se rétracter et affirmer que si le choix était bien le sien cette affaire de maîtresse n'était qu'une plaisanterie ?

Quel peuple accepterait que les auteurs intellectuels d'un massacre (une trentaine de morts dans le quartier populaire de la Saline), des officiels du gouvernement identifiés par des

rapports de police et des organisations de défense des droits humains, circulent en toute impunité ?

La responsabilité des officiels dans ce crime est d'ailleurs reconnue par un rapport du secrétaire général des Nations unies.

Et la presse ne se serait-elle pas précipitée pour compter les morts et crier au scandale ?

Le silence sur la situation haïtienne n'est-il pas dû au moins en partie au fait qu'elle n'offre pas la possibilité d'une récupération idéologique établissant la « démocratie occidentale » comme le meilleur modèle politique et social ?

S'agit-il bien de révéler aux citoyens ce qui se passe ou de choisir les faits qu'on relate en fonction de ce qu'on leur fait dire ?

Les rues d'Haïti aujourd'hui : colère populaire et répression policière.

Lyonel Trouillot **Écrivain et poète haïtien.**